aussi hardi que les écrits de Mitchell. Il y a peu d'apparence d'aucune tentative sérieuse contre le gouvernement de la Grande-Bretagne.

En Angleterre, les chartistes causent fréquemment des troubles. Trois d'entre eux ont été arrêtés et examinés.

France.—Il règne beaucoup de confusion en France quoique néanmoins, la tranquillité paraît s'affermir.

Le prince de Joinville a été arrêté à Paris. Le prince Louis Napoléon et Thiers ont été élus députés de l'Assemblée nationale.

Le bruit court que Lamartine et Ledru-Rollin vont résigner et que Thiers leur succédera. Lamartine est soupçonné de connivence avec le parti du 15 mai.

Un décret pour empêcher les assemblées tumultueuses à Paris, a été passé.

Les soldats ont été obligés de charger à la bayonnette un rassemblement au port St. Denis; point de morts et plusieurs arrestations.

La commission chargée d'élaborer un projet de constitution s'est déclarée en faveur d'une république démocratique; le peuple recevra l'instruction gratuitement, du travail et du secours.

Un banquet de 100,000 convives qui doit avoir lieu à Vincennes, donnait quelque crainte.

Espagne.—Tous les résidents anglais à Cadix ont été requis de donner caution pour leur conduite. Les arrestations sont nombreuses à Madrid.

Le choléra ravage la Russie; 150 cas ont eu lieu à Moscow dans une semaine.

Autriche.—L'empereur refuse de retourner à Vienne où quelques troubles ont éclaté entre le peuple et les nobles qui ont quitté cette ville. Le banquier Rothschild et autres gens riches se sont enfuis. Les ambassadeurs étrangers sont partis pour Deubling.

Italie.—Charles Albert a pris Peschiera et battu 30,000 autrichiens à Cuito. Le pape régnera sa popularité.

PRIX DES CÉRÉALES.

Liverpool, 9 Juin.

Farine de l'ouest, 25 à 28s.—Blé, rouge et blanc, 7-6 à 8s.

Traduit de la Correspondance du Mercure.

Paris, 6 juin. La commission chargée d'examiner le projet de loi sur le divorce, a fait un rapport contre ce projet.

La Commune de Paris annonce que le gouvernement républicain a osé armer les forts à l'entour de Paris, ce que l'ex-gouvernement avait craint de faire.

Paris, 7 juin. Crémieux, ministre de la justice, Bastide, ministre des affaires étrangères ont résigné. On s'attend à ce que le reste des ministres va résigner aujourd'hui.

On dit que Woirhaye remplace Portalis comme Procureur-Général, et Ernest succède à Landrin comme procureur de la république.

Les élections se faisaient à Paris avec beaucoup d'activité. Caussidière, disait-on serait à la tête de la liste des candidats, et le général Changarnier, Duras et Goulichoux viendraient ensuite. Il y a 11 sièges de vacants et 200 candidats se présentent pour les remplir.

Le procès de Barbès et Blanqui aura lieu aux prochaines Assises.

COLONISATION.

Nous avons terminé dans notre dernier numéro, la publication de la lettre adressée à Sa Grandeur, Monseigneur l'Evêque de Montréal, par l'honorable R. B. Sullivan, au sujet de la colonisation des terres incultes de la couronne. Ce document précieux sous tous les rapports, fait également honneur à Son Excellence le Gouverneur-Général et à ses conseillers.

Il y a longtemps que la colonisation des terres incultes du pays, aurait dû obtenir l'attention particulière de nos hommes d'état, et principalement de ceux qui avaient entre leurs mains la direction de nos affaires publiques, sous l'ancienne constitution. Il est à regretter que la chambre d'Assemblée du Bas-Canada, aux jours de sa toute puissance, ait négligé de s'occuper de cette question aussi vitale aussi importante, à la prospérité, au bonheur du pays. Si l'on jette les yeux sur les octrois immenses faits par cette législature depuis 1793 à 1836, l'on voit avec chagrin que non seulement cette question a été entièrement oubliée, mais que l'agriculture, qui est la base nécessaire sur laquelle repose la prospérité et la richesse des nations, n'a guère été mieux traitée, puisque dans la période que nous venons de signaler, il n'a été voté pour l'encouragement de l'agriculture qu'une somme totale de £19,548-12-4.

Qu'est-il résulté, de cet oubli? c'est que les meilleures terres, celles offrant le plus d'avantages, sont devenues la proie d'avidés spéculateurs au grand dommage des colons qui ont été s'établir sur les domaines de ces nouveaux seigneurs, et du pays entier.

C'est donc avec la plus vive satisfaction que nous avons lu le plan de colonisation tracé dans la lettre de l'honorable secrétaire provincial; c'est de tout notre cœur que nous applaudissons aux vues larges et libérales, aux dispositions sages qui vont présider à la mise à exécution de ce projet dont l'importance est incalculable.

Il n'y a pas encore longtemps, on accusait l'administration actuelle d'incapacité, on lui reprochait d'être composée d'hommes qui n'étaient rien moins que pratiques; le projet que cette administration a conçu et qu'elle s'occupe déjà à mettre à exécution,

est une réponse victorieuse à cette accusation portée, contre le ministère par un homme qui, dans le cours de ses quarante années consacrées à la politique bas-canadienne, n'a jamais préparé, ou introduit, nous disons même, n'a jamais soutenu une seule mesure pratique, une seule mesure dont les résultats, les avantages devaient être ressentis par la masse du peuple. Il est vrai qu'au temps dont nous parlons, si on ne s'occupait guère de mesures pratiques, on dissertait longuement sur des utopies plus ou moins impraticables, on discutait jusqu'à en perdre haleine, des griefs plus ou moins grands, plus ou moins imaginaires qui, disait-on, pesaient sur le peuple, et en faisaient une race d'îlotes sur le sol natal. Et pendant tout ce temps, les améliorations, les mesures éminemment pratiques et essentielles à la prospérité du pays étaient laissées de côté comme trop insignifiantes, comparées aux théories qui absorbaient entièrement l'attention de nos législateurs.

Mais aujourd'hui que tout s'agit autour de nous, aujourd'hui que les nations marchent à l'envie dans la voie des améliorations matérielles; aujourd'hui que le peuple désillusionné comprend que trop longtemps, il a été la victime de folles utopies qui ont produit des malheurs et des désastres, et l'ont placé dans un état d'infériorité, sous le rapport matériel et pratique, aujourd'hui disons-nous, instruit par l'expérience du passé, le peuple n'est plus disposé à sacrifier ses intérêts matériels pour soutenir, nous ne savons quels principes exclusifs, vagues et nuageux; aujourd'hui, le peuple du Bas-Canada veut entrer à son tour dans la voie du progrès, non pas d'un progrès imaginaire, d'un progrès idéal, mais de ce progrès qui procure aux nations, l'abondance, les richesses et la prospérité. Voilà, le progrès que le peuple attend, désire et veut; voilà le progrès qui est le premier besoin du pays; le seul qui puisse le mettre en état de lutter avec avantage contre les populations éminemment progressives de l'Union Américaine.

Nous le répétons encore, c'est donc avec plaisir, avec satisfaction que nous voyons notre ministère débiter dans la carrière administrative par une mesure aussi salutaire aussi importante aux intérêts bien entendus du pays que celle de la colonisation. Quand l'administration actuelle ne conduirait à bonne fin que cette seule mesure, elle suffirait pour lui mériter la reconnaissance éternelle de tous les gens bien pensants, de tous les vrais amis du pays, de tous ceux qui ont à cœur la prospérité du sol qui les a vus naître ou de leur patrie adoptive; elle suffirait pour attacher aux noms de Lord Elgin et de ses conseillers, une auréole de gloire qui se transmettra d'âge en âge; car par cette mesure, ils auront plus fait dans l'au-